

# Rapport financier trimestriel de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada pour le trimestre terminé le 30 juin 2019

**Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes**

## Introduction

Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses](#). Il a été préparé par la direction, tel qu'exigé par l'article 65.1 de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

## Autorisations, mandat et activités de programme

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a le mandat de « promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien et de faire valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'orientations, de programmes et d'opérations dans le cadre de la politique économique nationale ».

Plus d'informations à propos des autorisations, du mandat et des activités de programme de DEO sont présentées dans le [Plan ministériel](#) et le Budget principal des dépenses.

## Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du Ministère accordées par le Parlement et utilisées par le Ministère, conformément au Budget principal des dépenses pour l'exercice 2019-2020. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le Ministère utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

## Structure financière

Les dépenses de DEO sont réparties sous deux crédits :

- Crédit 1 – Les dépenses de fonctionnement nettes comprennent les salaires et les autres coûts de fonctionnement (p. ex. le transport et les communications; les services professionnels et spéciaux).
- Crédit 5 – Les subventions et contributions comprennent tous les paiements de transfert.

Les autorisations législatives budgétaires représentent les paiements effectués en vertu de la législation approuvée par le Parlement, et incluent des éléments comme la part assumée par le gouvernement du Canada dans les régimes d'avantages sociaux des employés et d'autres éléments mineurs.

## Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

La section suivante met en évidence les changements importants aux résultats trimestriels en date du 30 juin 2019.

### **État des autorisations : Crédit 1 – dépenses de fonctionnement nettes**

Pour l'exercice 2019-2020, les sommes affectées aux autorisations s'élèvent à 42,1 millions de dollars, soit une augmentation nette de 6,1 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à la somme de 36,0 millions de dollars pour l'exercice 2018-2019. La hausse nette est attribuable :

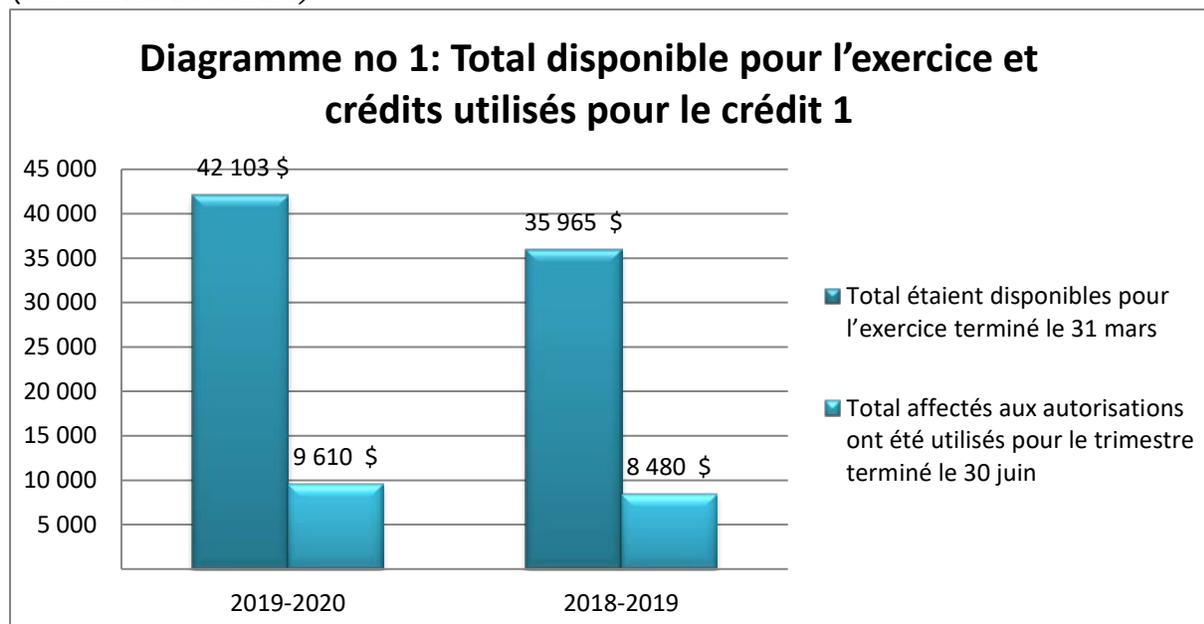
- à une augmentation de 3,0 millions de dollars pour l'exécution de programmes visant à investir dans une économie de l'Ouest diversifiée et en croissance;
- à une augmentation de 14,1 millions de dollars pour l'exécution du Plan pour l'innovation et les compétences;
- à une augmentation de 1,0 million de dollars pour protéger l'eau et les terres des Prairies;
- à une augmentation de 0,6 million de dollars pour le versement des salaires au titre des nouvelles conventions collectives;
- à une augmentation de 0,3 million de dollars pour l'exécution de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat;
- à une augmentation de 0,2 million de dollars pour l'exécution de l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon;
- à une augmentation de 0,1 million de dollars pour le lancement d'une stratégie fédérale sur les emplois et le tourisme;
- à une diminution nette de 0,2 million de dollars découlant d'autres ajustements mineurs.

Les sommes utilisées aux fins des autorisations ont augmenté, atteignant 9,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, comparativement à 8,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2018. Les salaires ont augmenté en 2019 pour

l'exécution des programmes de paiements de transfert de DEO. Les écarts temporels dans les dépenses courantes expliquent le reste de l'augmentation.

Le diagramme 1 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les sommes utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



### **État des autorisations : Crédit 5 – subventions et contributions**

Pour l'exercice 2019-2020, les sommes affectées aux autorisations s'élèvent à 258,1 millions de dollars, soit une augmentation nette de 148,3 millions de dollars, ou 135 %, par rapport à la somme de 109,8 millions de dollars pour l'exercice 2018-2019. L'augmentation nette est attribuable :

- à une augmentation de 29,3 millions de dollars pour investir dans une économie de l'Ouest diversifiée et en croissance;
- à une augmentation de 25,0 millions de dollars des fonds visant à appuyer les petites et moyennes entreprises qui utilisent de l'acier et de l'aluminium;
- à une augmentation de 24,3 millions de dollars pour restaurer le service ferroviaire à destination de Churchill, au Manitoba;
- à une augmentation de 23,5 millions de dollars pour financer le Plan pour l'innovation et les compétences;
- à une augmentation de 15,8 millions de dollars pour réinvestir des reçus provenant de contributions remboursables;
- à une augmentation de 6,2 millions de dollars pour financer la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat;
- à une augmentation de 5,9 millions de dollars pour l'Institut Rick Hansen;

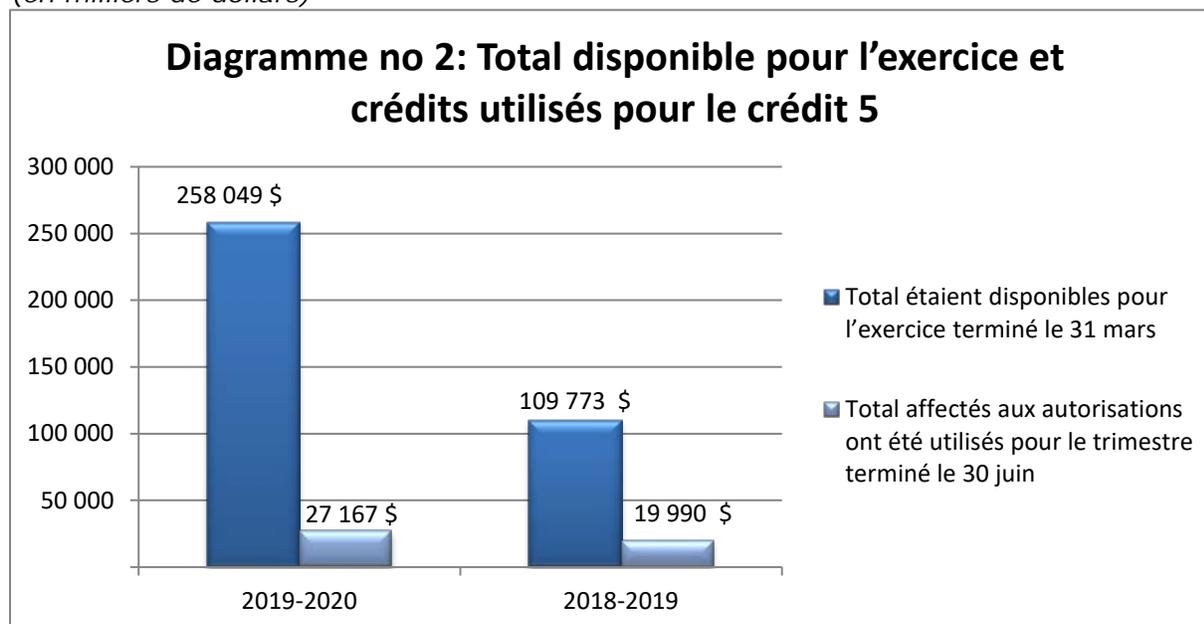
- à une augmentation de 5,0 millions de dollars pour financer le secteur de l'aérospatiale du Manitoba;
- à une augmentation de 5,0 millions de dollars des fonds à la suite de la conclusion de l'engagement de DEO à l'égard du télescope de trente mètres;
- à une augmentation de 4,9 millions de dollars pour financer l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon;
- à une augmentation de 3,4 millions de dollars pour le lancement d'une stratégie fédérale sur les emplois et le tourisme.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, les sommes utilisées aux fins des autorisations ont augmenté, passant à 27,2 millions de dollars; elles étaient de 20,0 millions de dollars au 30 juin 2018. Cette augmentation de 7,2 millions de dollars, ou 36 %, s'explique par :

- une augmentation de 4,8 millions de dollars en paiements versés dans le cadre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, investis dans une économie diversifiée et en croissance;
- une augmentation de 4,3 millions de dollars pour restaurer le service ferroviaire à destination de Churchill, au Manitoba;
- une diminution de 1,9 million de dollars pour les différences temporelles quant aux divers programmes de DEO.

Le diagramme 2 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les sommes utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



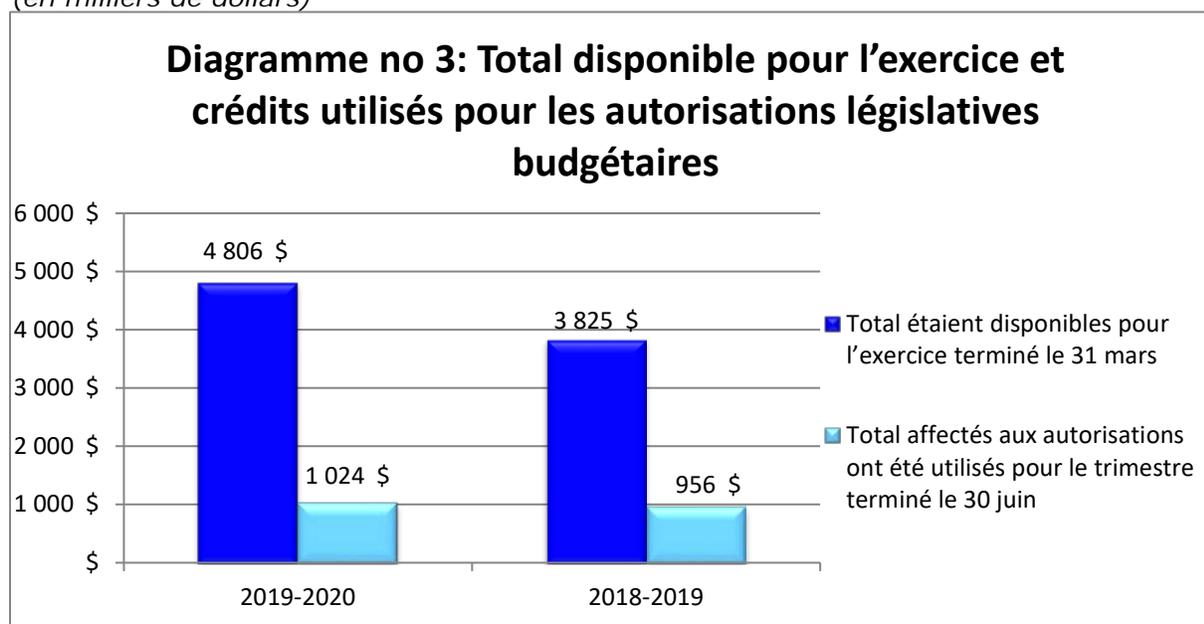
### **État des autorisations : autorisations législatives budgétaires**

Les autorisations législatives budgétaires disponibles pour l'exercice 2019-2020 ont changé, atteignant 4,8 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 1,0 million de dollars par rapport à la somme de 3,8 millions de dollars pour l'exercice 2018-2019. L'augmentation est le résultat des fonds supplémentaires pour les salaires fournis dans le cadre des annonces du budget de 2018 et du budget de 2019 et de l'incorporation de fonds supplémentaires alors que le taux du régime d'avantages sociaux des employés a augmenté, passant à 27 %.

Il y a une légère augmentation des autorisations législatives budgétaires utilisées durant la période visée par le présent rapport en comparaison avec l'exercice précédent.

Le diagramme 3 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les autorisations utilisées à la fin du trimestre.

*(en milliers de dollars)*

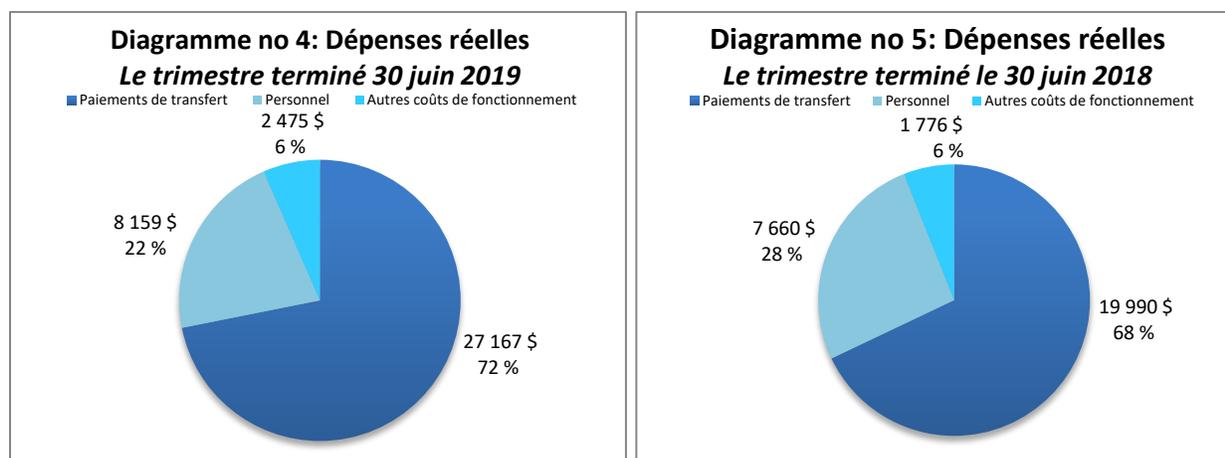


### **État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant**

Les dépenses par article courant pour le trimestre terminé le 30 juin 2019 s'élevaient à 37,8 millions de dollars, soit une augmentation de 8,4 millions de dollars, ou 29 %; elles étaient de 29,4 millions de dollars au 30 juin 2018. L'écart est attribuable à l'investissement dans une économie de l'Ouest diversifiée et en croissance grâce à l'augmentation des paiements salariaux, à l'augmentation des paiements effectués au titre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest et pour maintenir le service ferroviaire à destination de Churchill, au Manitoba, ainsi qu'aux écarts temporels dans le traitement des demandes de remboursement de divers programmes de paiements de transfert. De plus amples renseignements se trouvent dans la section État des autorisations, Crédit 1 et Crédit 5 ci-dessus.

Les diagrammes 4 et 5 illustrent les dépenses réelles à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



## Risques et incertitudes

Le Ministère gère l'affectation de ressources dans un cadre bien défini de responsabilisation, de politiques et de procédures comprenant un système approprié de budgets, de rapports et d'autres contrôles internes pour gérer ses activités dans les limites des ressources disponibles et des autorisations parlementaires. En outre, DEO réalise chaque année un exercice d'évaluation des risques dans le cadre de son approche globale de gestion des risques. DEO n'a pas cerné de risques financiers importants dans son évaluation du risque annuelle.

Le Ministère maintient ses processus de gestion financière pour assurer l'efficacité de la gestion budgétaire. Des processus sont en place pour évaluer l'impact des changements aux calendriers d'exécution des projets et du processus de prévision des besoins de financement sur plusieurs années. Le processus décisionnel facilite la réaffectation des ressources financières à des initiatives prioritaires.

## Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas de changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes pour cette période de rapport.

## Approbation de la haute direction

Approuvé par :

Original signé par :

\_\_\_\_\_  
Dylan Jones  
Sous-ministre

*Edmonton, Canada*

*Date : Le 12 août 2019*

Original signé par :

\_\_\_\_\_  
Cathy McLean  
Dirigeante principale des finances

## État des autorisations (non vérifié)

Exercice 2019-2020 (en milliers de dollars)

Autorisations	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	42 103 \$	9 610 \$	9 610 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	258 049	27 167	27 167
Autorisations législatives budgétaires	4 806	1 024	1 024
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>304 958 \$</b>	<b>37 801 \$</b>	<b>37 801 \$</b>

Exercice 2018-2019 (en milliers de dollars)

Autorisations	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	35 965 \$	8 479 \$	8 479 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	109 773	19 990	19 990
Autorisations législatives budgétaires	3 825	957	957
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>149 563 \$</b>	<b>29 426 \$</b>	<b>29 426 \$</b>

\* N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

## Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

Exercice 2019-2020 (en milliers de dollars)

Dépenses	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2020*	Dépenses durant le trimestre terminé le 30 juin 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Personnel	34 207 \$	8 159 \$	8 159\$
Transports et communications	2 630	276	276
Information	351	48	48
Services professionnels et spéciaux	6 761	1 884	1 884
Location	1 010	185	185
Services de réparation et entretien	822	0	0
Services publics, fournitures et approvisionnements	160	23	23
Acquisition de matériel et d'outillage	968	12	12
Paiements de transfert	258 049	27 167	27 167
Autres subventions et paiements	-	47	47
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>304 958 \$</b>	<b>37 801 \$</b>	<b>37 801 \$</b>

**Exercice 2018-2019** (en milliers de dollars)

<b>Dépenses</b>	<b>Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2019*</b>	<b>Dépenses durant le trimestre terminé le 30 juin 2018</b>	<b>Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre</b>
Personnel	28 990 \$	7 660 \$	7 660 \$
Transports et communications	1 611	249	249
Information	301	37	37
Services professionnels et spéciaux	6 772	1 098	1 098
Location	893	156	156
Services de réparation et entretien	430		
Services publics, fournitures et approvisionnements	121	10	10
Acquisition de matériel et d'outillage	672	30	30
Paiements de transfert	109 773	19 990	19 990
Autres subventions et paiements	-	196	196
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>149 563 \$</b>	<b>29 426 \$</b>	<b>29 426 \$</b>

*\*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.*